

Maison Tortat (la)

Type de site : bâtiment

Précisions de localisation géographique :

Cette "maison Tortat" est située au début de "l'avenue Villebois-Mareuil", à gauche (n° 13).

Cadastré Napoléonien (1814) : A 576

Cadastré Moderne (2010) : AC 30



En 2012, la "maison Tortat" et sa plaque commémorant la journée du 8 août 1808.

Histoire et archéologie

Le 15 février 1944, le résistant Raymond Parpaillon (1920-1944) fut arrêté dans cette "maison Tortat". Déporté en Allemagne, il y mourut à Bergen Belsen, le 17 décembre suivant.

Probablement bâtie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle par Martial Amoureux de Vernusson (1736-1784), président des Marches, le long de la nouvelle route qui venait d'être tracée vers Nantes, cette maison doit sa célébrité au passage de Napoléon I^{er} à Montaigu, le 8 août 1808. C'est là que l'empereur dîna sur les 22 h, que sa femme fut incommodée par un verre d'eau, et qu'après avoir accordé une rapide audience aux autorités locales il repartit pour Nantes à 1 h du matin¹.

Le propriétaire (ou locataire) du lieu, Antoine Tortat (1775-1856), avoué près du tribunal de Montaigu de 1801 jusqu'à sa suppression vers 1811, a fait par le menu la relation de cet événement qui fut son "jour de gloire"². Son empressement admiratif à donner aux questions de son hôte les réponses que celui-ci semblait attendre contraste avec l'attitude en retrait du maire de Montaigu, Augustin-Moïse Auvynet (1771-1853). Ce dernier, ancien secrétaire de Charette, avait été "nommé" (et non "élu") maire de Mon-

taigu le 5 mai 1801, dans le cadre de la politique de pacification. Après avoir évité que l'empereur s'arrêtât chez lui, il limita ses demandes d'aide obligées à seulement une cloche pour l'église qui en était dépourvue ; demande dont la modestie surprit l'empereur.

Le bref séjour de Napoléon à Montaigu fut l'occasion pour lui de poser des questions au sujet des populations et notabilités locales. Les réponses d'Antoine Tortat furent empreintes d'un respect très proche de la servilité² :

- sur les prix des biens patrimoniaux et des biens nationaux, significatifs du degré de confiance accordée par l'opinion locale à la solidité du régime impérial ("*ceux d'émigrés [restent] peu recherchés*") ;
- sur Philippe-Charles-Aimé Goupilleau, un de ses opposants du 18 brumaire, rentré à Montaigu et y profitant d'une fortune rapidement acquise ("*En ce moment, il s'occupe continuellement de ses jardins*") ;
- sur certains des anciens chefs vendéens tels Sapinaud ("*brave homme*") ou Charette ("*Non, il ne fut pas cruel*", "*à mes yeux, le plus illustre des généraux vendéens*") ;

- sur les sentiments politiques de la population ("*...quand le peuple a quitté les armes, il est bon, loyal, hospitalier, et quoique la division des opinions soit toujours très tranchée [...]*") ;
- sur ce que l'on disait ou non des Bourbons ("*Sire, il y a longtemps que votre gloire et vos bienfaits les ont fait oublier*") ;
- sur le passé militaire de Tortat ("*Fort peu de temps, sire. Je n'étais pas de la conscription de dix-huit à vingt-cinq ; mon père, s'étant opposé à ce que je continuasse le service, m'avait obtenu une place au Comité de législation*"... ce qui lui avait permis de se dispenser des obligations militaires).

A cela, Antoine Tortat ajoute l'impression que lui fit le physique agréable et bien conservé de l'impératrice : "*Cette excellente princesse était très décolletée, encore très bien [...à 45 ans] et surtout gracieuse : je ne pouvais m'empêcher, pendant le repas, de la regarder avec amour.*"...

Plus de deux siècles plus tard, cette "*maison Tortat*" a gardé, malgré son passage entre les mains de nombreux propriétaires et locataires successifs, l'essentiel de son aspect d'alors.



En 2015, au 1^{er} étage du n°13 de l'avenue Villebois-Mareuil, et quasiment dans son état de 1808 : la chambre qui servit à l'impératrice Joséphine pour un court repos.

Mentions

Le déroulement de la carrière de fonctionnaire d'Antoine Tortat est exemplaire de l'utilisation au mieux, pour une réussite personnelle, des relations et des opportunités politiques du moment².

Né en 1775 à la Châtre (Indre), où sa famille exerçait des fonctions judiciaires depuis au moins la fin du XVI^e siècle, il arriva à Paris en août 1794 et obtint un emploi de secrétaire auprès de la division judiciaire du comité de législation de la Convention nationale, grâce aux relations de son père avec le conventionnel Porcher de Lissouay, précédemment maire de la Châtre. En octobre 1795, il devint aide-garde de magasins de fourrages de l'armée de l'Ouest, en Vendée. Nommé avoué près le tribunal d'arrondissement de Montaigu en 1801, il obtint une licence en

droit en 1806 à Poitiers. Lorsque, fin juin 1811, le tribunal de Montaigu fut supprimé, il devint un des juges suppléants du nouveau tribunal de la Roche-sur-Yon, puis fut nommé par le préfet adjoint du maire de cette ville en 1812.

Sa révocation pendant les Cent jours lui valut d'être nommé maire de la ville de 1815 à 1819. Toujours juge du tribunal et franc-maçon membre de la loge *l'Heureuse Réunion* (1818-1830), il acheta en 1829 le domaine de la Gerbaudière, sur la commune du Tablier. Les tensions politiques faisant suite aux événements de 1830, le firent destituer en novembre 1831, puis renommer trois mois plus tard comme procureur du roi à Saintes. C'est près de cette ville qu'il mourra en 1856, dans son imposant château de Ransanne.



Près de Saintes en 2014, l'important château de Ransanne (fin du XV^e siècle, M. H.) et son domaine de 78 ha acquis en 1837 par Antoine Tortat : aboutissement ostentatoire d'une carrière et d'une fortune issues de la Révolution.

Sources ou Références

¹ Coutaud (André), *Napoléon et Joséphine dans le Nord de la Vendée le 8 août 1808*, 2008.

² Extrait des Mémoires de Tortat, *Revue de la Société d'Émulation de la Vendée*, 1887, p. 169-180.